

l'élément clé de notre stratégie est le renouvellement de nos relations avec le Mexique.

Pendant ma visite l'an dernier, nous avons conclu une dizaine d'accords portant sur un vaste éventail de questions d'intérêt public majeur allant de l'entraide juridique à la protection de l'environnement. Et quatre autres ententes seront signées aujourd'hui: sur la coproduction de films, sur la double imposition—la toute première entente du genre à être signée par le Mexique—et sur le commerce, de même que sur l'établissement d'une ligne de crédit de 500 millions de dollars entre la Société pour l'expansion des exportations et PEMEX.

Ces ententes viennent solidifier la nouvelle relation que nous sommes en train d'édifier.

La conclusion d'un accord de libre-échange nord-américain apparaît logiquement comme la prochaine étape à franchir. C'est pourquoi, monsieur le Président, nous avons appuyé votre proposition à cet égard. Nous savons que le chemin à parcourir sera long et pénible. Nous savons, monsieur le Président, qu'il s'agit d'une décision courageuse, et tous les parlementaires vous adressent leurs meilleurs vœux.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Un marché de plus de 350 millions de consommateurs, ayant un produit global brut de plus de 7 billions de dollars, serait ainsi créé. Ce marché serait plus grand que celui que forment ensemble les pays de la Communauté européenne, dont les rapports politiques et économiques s'intensifieront en 1992.

[Français]

Les échanges commerciaux en biens et services se chiffrent à plus de 300 milliards de dollars par année. Les consommateurs canadiens profiteraient des baisses de prix pouvant résulter de la concurrence et du jeu des avantages comparatifs. Et les producteurs canadiens pourraient améliorer la compétitivité de leurs entreprises en tirant avantage des possibilités de restructuration et de modernisation que crée l'accès à un plus vaste marché.

Nous n'avons aucunement l'intention, cependant, de renégocier l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Nous voulons consolider cet acquis et étendre la libéralisation des échanges à toute l'Amérique du Nord.

L'objectif des trois gouvernements est de négocier un accord qui leur permettra, grâce à la libéralisation du commerce, de renforcer leurs économies respectives pour le mieux-être de leurs peuples.

[Traduction]

Les avantages qu'en tirerait le Mexique sont clairs. S'il y a une leçon que nous avons tirée des phénomènes de mondialisation et d'interdépendance, c'est que l'intensification de l'activité commerciale procure de meilleures

conditions de vie et de meilleures perspectives d'avenir. C'est le commerce, et non pas l'aide extérieure, qui ouvre à un pays les meilleures avenues pour accéder à la prospérité et à la justice sociale. L'aide, bien que très utile, ne peut pas à elle seule apporter la prospérité. Le commerce, toutefois, permet de transformer les pays en développement en économies avancées.

Il n'y a pas très longtemps, par exemple, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan étaient considérés comme des centres sous-développés de main-d'œuvre à bon marché. Or, grâce aux politiques économiques sensées qu'ils ont appliquées chez eux et à l'expansion de leur commerce à l'étranger, leur niveau de vie est en voie de rattraper celui des pays de l'Ouest avant la fin de la décennie. C'est là une réalisation extraordinaire, et je crois que le Mexique va en faire autant.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Les pays économiquement forts peuvent se permettre de faire profiter leurs citoyens de mesures sociales que d'autres ne peuvent offrir aux leurs. Et ce sont nécessairement ces pays qui peuvent imposer à leurs industries et à leurs citoyens les normes environnementales les plus rigoureuses. Ce sont aussi ces pays qui dominent le commerce international.

Monsieur le Président, à l'heure actuelle, 87 p. 100 des importations canadiennes proviennent des États-Unis, d'Europe et du Japon, et non pas, par exemple, de pays où les salaires sont extrêmement faibles, comme la Chine, l'Inde ou l'Union soviétique. L'argument selon lequel les structures salariales dans les pays moins développés créent en quelque sorte une distorsion fondamentale dans une zone de libre-échange ou procurent des avantages particulièrement injustes ne résiste pas à une analyse sérieuse.

La réalité, c'est qu'en notre époque de haute technologie, la compétitivité d'un pays ne dépend pas que d'un seul facteur, mais de nombreuses variables, dont l'éducation, la formation professionnelle, la productivité, l'accès à de bons réseaux de télécommunications et de transport, la proximité des marchés de même que les coûts du capital et de la main d'œuvre.

[Français]

Le gouvernement canadien estime qu'un accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique se révélerait hautement profitable à tous les intéressés—pourvu qu'il puisse être conclu à des conditions, bien sûr, acceptables à ces trois grands pays souverains.

Mais aussi importante que soit la question du libre-échange, elle est loin d'être la seule à laquelle nos deux pays s'intéressent conjointement. Nous sommes en train d'établir des liens de collaboration en matière de protection de l'environnement. Et les liens d'affaires entre nos entreprises augmentent des deux côtés, et de façon spec-